

Opération 2025-1109

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

#### ARRETE DU MAIRE CD - N° 2025 - 842

#### **AUTORISATION D'INTERVENIR SUR LE DOMAINE PUBLIC**

TRAVAUX - D623

$\boxtimes$	Autorisation du 1er, 2ème et 3 ème groupe
	Autorisation du 4ème

Le Maire de Castelnaudary,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2212-22-1, L 2213-1, L 2213-2 1 er et 2éme et L 2213-6,

Vu le Code de la Voirie routière et notamment les articles L 115-1 à L 116-8 et L 141-2 à L 141-12, R 115-1 à R 116-2 et R 141-12 à R 141-22,

Vu le règlement de voirie de la Ville de Castelnaudary, adopté par délibération en date du 18 mai 2009,

#### **ARRETE**

#### Article 1: L'autorisation demandée par

Pétitionnaire SAS RESCANIERES	Entreprise chargée des travaux
Adresse FERRACHAL LE VILLAGE 09500 ROUMENGOUX	SAS RESCANIERES
Date de la demande 28/10/2025	Adresse
Lieu d'intervention	FERRACHAL LE VILLAGE
D623	
Description des traverus	09500 ROUMENGOUX
Description des travaux POSE DE PANNEAU DE CHANTIER	<b>Téléphone</b> 05 61 68 12 25
	Indicatif pour les pays étrangers
	Fax 05 61 68 81 85
Description du matériel fixe et roulant de chantier au sol	Courriel
	patricia.labatut@ejl.fr
<b>Début et fin des travaux</b> du 20/10/2025 au 08/03/2026	

est accordée aux conditions mentionnées ci après

#### Mesures règlementaires

Les travaux concernent le réseau routier départemental : accord CG11 nécessaire. La signalisation temporaire est à la charge du pétitionnaire et devra être conforme à la réglementation en vigueur. Les travaux devront être conformes au règlement de voirie. Ne rien dégrader, laisser la zone propre (y compris après dépose). Si cela s'avère nécessaire le revêtement et la structure de la zone utilisée sur le domaine public devront être repris

### **Commentaires**

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DÉPARTEMENT DE L'AUDE



Article 2: les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 3 : la signalisation nécessaire, résultant des mesures réglementaires à mettre en œuvre pour les travaux, doit être mise en place 72 heures avant l'ouverture du chantier sous la responsabilité de l'entrepreneur et du demandeur qui le fera constater par la police municipale.

Article 4 : les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par procès-verbal et la répression en sera poursuivie conformément à la loi.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à : Monsieur le Préfet. M. le Directeur Général des Services, M. le Directeur des Services Techniques, M. le Chef de Corps des Sapeurs Pompiers, M. le Commandant de la Brigade Autonome de Gendarmerie Nationale, M. le Chef de la Stan, et au bénéficiaire pour notification.

Publication le

3 0 OCT. 2025

Fait à Castelnaudary le mardi 28 octobre 2025

Le Maire Adjoint

Jean François VERONIN-MASSET